

*Initiatives ministérielles*

Il se peut qu'au cours de la prochaine année, le ministre ait à nouveau besoin de procéder à certains rajustements, alors que les divers facteurs affecteront notre situation financière.

• (1235)

**Le président suppléant (M. Kilger):** Avant que nous reprenions le débat, je voudrais simplement signaler à la Chambre que nous avons maintenant terminé les cinq heures au maximum prévues pour le débat. Nous passons maintenant au stade suivant du débat, c'est-à-dire celui des interventions de 10 minutes sans questions ni observations.

**M. Jack Frazer (Saanich—Les Îles-du-Golfe, Réf.):** Monsieur le Président, avant d'entrer dans le vif de mon intervention sur le projet de loi C-76, je voudrais souligner qu'en février 1995, le ministre des Finances a présenté un budget qui s'écarte considérablement de la philosophie habituelle des libéraux.

Ce budget aurait dû être présenté en février 1994. Au lieu de prendre des mesures énergiques à ce moment-là, les libéraux se sont tout simplement plaints du borbier dans lequel les conservateurs les avaient laissés. C'est à ce moment-là qu'ils auraient dû réduire les dépenses et prendre des mesures correctrices.

Même à l'heure actuelle, l'objectif irréaliste que s'est fixé le gouvernement libéral de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB nous fait un peu penser à une épreuve de saut en hauteur où la barre n'est jamais levée plus haut qu'à deux pieds. N'importe qui peut réussir à surmonter l'obstacle parce qu'il ne s'agit pas d'un test réel de capacité. Il est donc ridicule que le ministre se vante de réaliser les objectifs de son budget ou de les dépasser.

Il aurait fallu se fixer des objectifs intérimaires qui permettent d'en arriver à un budget équilibré d'ici la fin de l'actuelle législature, et présenter un plan montrant la façon d'y parvenir. Cependant, le gouvernement n'a ni la volonté politique ni le courage de fixer les buts réalistes dont on a désespérément besoin si l'on veut protéger et conserver les programmes sociaux du Canada dont on est si fier.

Divers groupes d'intérêts spéciaux et divers Canadiens vont sûrement dire qu'ils veulent, effectivement, que l'on réduise les dépenses, sans toutefois que l'on touche à leur programme, ou reconnaître qu'il faudrait effectivement réaliser des économies, sans toutefois réduire la subvention qui leur est accordée.

Le Parti réformiste sait qu'il y a, dans notre pays, beaucoup de Canadiens qui sont prêts à accepter les importantes réductions de dépenses qui s'imposent pour que nous puissions en arriver à un budget équilibré. Depuis toujours, les gouvernements, dont celui-ci, ont choisi la voie de la facilité qui consiste à faire quelques réductions de dépenses et lever certains impôts sans toutefois prendre les mesures qui s'imposent pour équilibrer les livres.

La dette fédérale a grimpé de 28 milliards de dollars, qu'elle était en 1970, à près de 550 milliards de dollars, qu'elle est en ce moment. Elle s'est donc multipliée par 28. Parmi les principaux pays développés, le seul où la proportion entre la dette et l'économie globale soit plus élevée est l'Italie.

J'ai du mal à réaliser ce que signifie vraiment un milliard de dollars. Je parviens à imaginer un peu ce que représente un million, mais la notion de un milliard de dollars m'échappe. Pour placer les chiffres dans un autre contexte, j'ai transformé toutes ces données en temps, en utilisant la seconde comme unité de

base. Un million de secondes équivaut à près de 12 jours, soit 11,82 jours exactement. Un milliard de secondes correspond à près de 32 ans. Cela nous donne une meilleure idée de ce que vaut un milliard.

Après avoir accumulé un déficit important au cours de la Seconde Guerre mondiale, le Canada a réussi à faire graduellement baisser le rapport entre la dette et le PIB, jusque vers le milieu des années 70. Le dernier excédent fédéral a été enregistré en 1970. Depuis cette date, les gouvernements ont toujours dépensé de l'argent qu'ils n'avaient pas et ont ainsi accumulé le lourd fardeau de la dette qui nous accable aujourd'hui.

Il a fallu que le Parti réformiste insiste et que les contribuables inquiets s'expriment pour convaincre le gouvernement de la gravité du problème et de l'urgence d'agir, non pas en augmentant les impôts, mais en réduisant les dépenses.

Puis, l'agence Moody's a renchéri sur la situation et les investisseurs étrangers ont manifesté leur inquiétude en disant au Canada: «Mettez de l'ordre dans vos finances, sinon nous investissons ailleurs.»

Étant donné que les marchés monétaires internationaux détiennent le quart de notre dette nationale, le Canada est tenu de leur assurer un bon rendement sur leurs investissements. En outre, le Canada a toujours été un lieu d'investissement attrayant à cause de sa stabilité politique, mais la situation au Québec remet ce climat en cause et les marchés observent nos finances à la loupe.

Je l'ai dit plus tôt, la dette fédérale atteint presque 550 milliards de dollars et celle des gouvernements provinciaux et municipaux, environ 190 milliards de dollars. Selon les plans libéraux, d'ici trois ans, la dette fédérale aura augmenté de 100 milliards et s'élèvera à presque 600 milliards de dollars. Les versements d'intérêts grimperont à 52 milliards de dollars. Ces versements grugeront alors près du tiers de notre budget fédéral total.

En 1981, chaque homme, femme et enfant avait une dette de 4 500 \$. Lorsqu'un enfant vient au monde au Canada aujourd'hui, il supporte déjà une dette de plus de 25 000 \$. On s' imagine toujours que, à la naissance d'un bébé, le médecin le prend par les pieds et lui tape dans le dos pour le faire pleurer et ainsi lancer le cycle de la vie. Maintenant, ce n'est plus nécessaire, le médecin n'a qu'à tenir le bébé et à lui dire: «Tu dois déjà 25 000 \$.» Le bébé pleure automatiquement.

• (1240)

Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, les frais d'intérêts sur la dette se chiffraient à 39 milliards de dollars. Selon leurs prévisions budgétaires, d'ici les prochaines élections, ces frais auront grimpé à 52 milliards de dollars et, comme je l'ai dit plus tôt, ils représenteront près du tiers de notre budget annuel.

Cela signifie que plus de 30c. sur chaque dollar d'impôt serviront à rembourser les intérêts sur la dette. Les libéraux prévoient toujours que le déficit se situera à 24 milliards de dollars à ce moment-là. Notre dette continue d'augmenter, tout comme les paiements d'intérêts que nous devons effectuer.

Ce budget des libéraux n'est pas efficace. Ils ne projettent pas de l'équilibrer d'ici la fin de leur mandat. Ils n'ont aucun plan pour résoudre les problèmes qui approchent rapidement, étant donné le vieillissement de la population. Le surintendant des